



PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement



Comité Régional Trame Verte et Bleue

Du 4 juin 2015

(Hémicycle du Siège de Région)

Liste des personnes invitées et présentes jointe au compte rendu.

9h30 - Mots d'accueil du Vice-Président du Conseil régional et du Préfet

par M. CAU, VP Région

Contrairement aux autres régions, cet exercice de planification n'était pas un sujet nouveau sur la trame verte et bleue en Nord – Pas de Calais, puisque on avait déjà mis en place, co élaboré un schéma régional de trame verte et bleue et une directive régionale d'aménagement trame verte et bleue en 2006/2007. On a retravaillé sur ce sujet suite à la loi Grenelle en l'adaptant aux spécificités très particulières du Nord – Pas de Calais. Tout ce travail a permis aux territoires de s'approprier vraiment la trame verte et bleue (à quoi ça sert, combien ça coûte) et d'expérimenter la déclinaison de cette trame verte et bleue à leur échelle dans des schémas locaux et dans des réalisations concrètes et concertées avec les acteurs de terrain.

L'élaboration du SRCE-TVB a consisté en une mise à jour du schéma régional de trame verte et bleue existant. Un travail fait après le schéma régional de trame verte et bleue, après la directive régionale d'aménagement trame verte et bleue, 3 ans de travail et de concertation (état des lieux, formulation de suggestions pour accompagner et guider l'action des acteurs locaux sur le territoire).

Ceci est derrière nous, maintenant on passe aux opérations concrètes, à l'appropriation et à la mise en œuvre.

par M. DAVID, Adjoint au Secrétaire Général pour les Affaires Régionales

Le Préfet de région avait l'intention de venir au comité. Au dernier moment les urgences en ont décidé autrement. Monsieur David est heureux d'ouvrir avec nous cette séance du CR TVB. Remerciements sont faits au conseil régional pour l'accueil dans ses locaux et aux participants pour avoir répondu à l'invitation conjointe Préfet et Président du Conseil régional.

Ce comité a été mis en place conformément aux dispositions du code de l'environnement afin d'associer l'ensemble de acteurs pour l'élaboration, la mise à jour et le suivi du SRCE. L'élaboration est à présent derrière nous. Ce schéma a été adopté le 7 juillet 2014 et pratiquement un an après son adoption ce comité régional doit être l'occasion de faire le point, de regarder ensemble comment poursuivre la démarche et valoriser tous les efforts que nous avons fait ensemble pour établir ce schéma. Ce schéma a suscité bien des débats et il y a encore des divergences de vues puisqu'il y a en cours 6 recours contentieux. Ceci étant ces recours se traiteront au tribunal. Il s'agit aujourd'hui d'examiner ensemble comment mettre en œuvre ce srce-tvb en tenant compte des attentes et des besoins de chacun des acteurs qui interviennent dans le processus d'aménagement du territoire et d'examiner ensemble comment ces orientations peuvent être suivies et comment elles seront évaluées comme toute politique publique se doit d'être évaluée.

Il y a quand même des convergences de vue. La nécessité de préserver le fonctionnement des continuités écologiques, si possible de les améliorer dans notre région avec tout son passé industriel est un constat partagé entre nous. Cette préservation des continuités écologiques doit donc pouvoir être partagée. Il s'agit de lutter contre l'artificialisation des sols, contre la fragmentation des milieux naturels, phénomène que nous avons vu se développer ces dernières décennies. Et c'est l'objet du volet réglementaire du srce-tvb. C'est l'objet du volet réglementaire du SRCE. Au-delà de la préservation, l'amélioration de ces fonctionnalités écologiques dans un cadre collectif concerté, partagé et en s'appuyant sur les démarches volontaires est aussi un enjeu identifié et qu'il faut poursuivre.

Pour insister sur la portée juridique du SRCE-TVB, le code de l'environnement cite les mesures permettant « d'éviter, de réduire et le cas échéant de compenser les atteintes aux continuités écologiques que la mise en œuvre des documents de planification et projets de l'Etat et des collectivités territoriales est susceptible d'entraîner ». Le SRCE doit donc être considéré comme un guide pour aménager le territoire dans cette notion éviter, réduire compenser. C'est un guide qui permet d'orienter les actions. Ces orientations vont devoir être prises en compte dans les décisions de projets prises par l'État et les collectivités, ainsi que dans les documents de planification comme les schémas de cohérence territoriale et les plans locaux d'urbanisme. A ce stade il faut associer tous les acteurs de l'aménagement du territoire dans les instances qui ont en charge l'élaboration ou la révision de ces documents à l'échelle locale et conformément aux dispositions réglementaires.

Le SRCE-TVB ne remet pas en cause et ne doit pas remettre en cause les activités humaines. Ce n'est pas du tout son objectif. Il convient d'insister sur ce point : le SRCE-TVB n'est pas opposable aux particuliers, qu'ils soient randonneurs, entrepreneurs, agriculteurs ou chasseurs. Le SRCE-TVB s'adresse aux collectivités pour orienter leurs choix d'aménagements du territoire. Ces solutions qui restent donc à décliner au niveau de chaque territoire sont à définir et à mettre en œuvre en ensemble. La cartographie des continuités écologiques du SRCE-TVB est à ce titre très concrète et constitue une référence pour les territoires dans leurs réflexions d'aménagement pour permettre de faciliter cette appropriation du SRCE-TVB. Ces références peuvent également être utilisées à titre volontaire cette fois-ci et dans la concertation lorsque les acteurs estiment qu'il est

souhaitable et possible d'aller au-delà d'une simple préservation. Il est très important que tous les acteurs apprennent à bien s'approprier cet outil. C'est l'objectif de ce comité d'examiner comment on peut faciliter l'appropriation du srce-tvb.

En guise de conclusion, la séance de ce jour avec les ateliers qui sont mis en place a pour objectif de faciliter cette mise en œuvre, d'examiner les guides et documents de communication que nous avons convenus de réaliser avec tous les acteurs. Une grande attention sera donnée à l'expression de chacun et aux pratiques que vous nous soumettrez. Au niveau des représentants de l'état nous serons très attentifs à faciliter cette mise en œuvre, ce travail de guide et d'appropriation.

– Quoi de neuf sur le SRCE-TVb

Présentation du diaporama par Hélène Souan (Chef du service Milieux et Ressources naturelles, Etat) et Bertrand Lafolie (Chef du service Animation Scientifique et Technique, Direction Environnement, Conseil régional)

Prises de paroles

L. Verhaege. Président FRSEA : précise que la FRSEA a lancé un recours contre le SRCE-TVb, considérant la non prise en compte globalement de l'activité agricole en tant qu'activité économique et des effets négatifs que peuvent entraîner les Trames vertes et bleues. Il indique qu'ils sont néanmoins présents aujourd'hui pour continuer à construire. Les organisations professionnelles globalement considèrent qu'elles peuvent apporter leur compétence et aider à établir ces trames

Le sentiment ressenti au niveau local, sur le terrain, est que beaucoup d'élus se posent encore la question de savoir comment la Trame verte et bleue va être déclinée sur les territoires et les conséquences que ça va induire sur leur activité. Les agriculteurs essaient de participer aux Trames vertes et bleues locales dont ils entendent parler depuis longtemps, mais ils ont le sentiment de ne pas être écoutés. Ils considèrent que les Trames vertes et bleues ont été définies de manière arbitraire sans se baser sur les réalités de terrain et l'existant.

Par rapport à la Trame Bleue, L. Verhaege attire l'attention sur le fait que sur certains terrains, il devient impossible de cultiver, ou d'aller sur les prairies, parce que des niveaux hauts en eaux sont maintenus de manière volontaire, rendant les terrains impraticables. Si on veut maintenir un système de polyculture élevage dans la région, il faut être très vigilant sur les conséquences que pourraient apporter ces différentes préconisations.

Il est important d'avoir un regard pragmatique sur l'existant et de s'attacher à ce que le monde agricole peut apporter.

Rep. E. CAU. VP. Conseil régional : La phase de communication n'est pas finie, loin de là. Les choses ne semblent effectivement pas toujours bien perçues au niveau local concernant la nature des opérations à mettre en œuvre pour répondre aux enjeux du SRCE-TVb. Dans le cadre du festival de l'arbre, à l'automne 2014, E. CAU indique avoir participé à une plantation d'arbres sur la commune de UXEM chez un agriculteur qui venait de lancer un recours contre le SRCE-TVb. Il s'agissait précisément d'une action concrète participant à la

déclinaison du SRCE-TVB, non perçue comme tel à l'origine par l'agriculteur. Un gros travail de communication est encore à faire pour préciser les attendus. Elle sera continue, d'autant plus que tout ça doit se mettre en place au niveau des territoires et avec l'ensemble des acteurs du territoire. La communication va débiter sous une nouvelle forme maintenant et va se poursuivre dans les mois et les années qui viennent.

Rep. P. DAVID. Adjoint au Secrétaire Général pour les Affaires Régionales : nous sommes réellement dans une étape où l'on doit se mettre d'accord sur les documents de communication, de guide permettant d'expliquer comment utiliser le srce-tvb et de continuer à apprendre à travailler ensemble en s'écouter et en essayant de prendre des décisions communes avec des décisions qui ne sont pas arbitraires. Il faut trouver un moyen terme et arbitrer entre des exigences qui peuvent être relativement contraires. Il est nécessaire de prendre en compte les contraintes des uns et des autres pour prendre des décisions consensuelles.

– Information sur le SDAGE Artois - Picardie

Présentation du diaporama par Olivier Prévost (Chef de la Division Délégation de bassin. Service Milieux et Ressources naturelles, Etat)

Prises de paroles

S. PILLON. CRPF Nord – Pas de Calais Picardie : mentionne que les services écosystémiques forestiers ne sont pas abordés dans le SDAGE. Par exemple sur la gestion des ripisylves, il n'y a pas d'éléments particuliers là-dessus alors qu'il y a un bon partenariat du CNPF avec les agences de l'eau depuis 2008 sur de la restauration, de la reconquête. Ce travail se fait en collaboration avec les agriculteurs, comme les opérations de haies ou de lutte contre l'érosion. Des propositions ont été faites par écrit qui pourront améliorer le document sur ces sujets.

Rep. O. PREVOST. DREAL : le thème est abordé dans le SDAGE, mais il n'est pas forcément si explicite que ça. La ripisylve est bien visée par le SDAGE, de même que les éléments qui participent à la lutte contre l'érosion, telle les plantations de haies, les bandes enherbées, l'agroforesterie, les ripisylves. Sur l'aspect zones humides il y a un chapitre qui explique bien l'apport de ces zones humides en termes d'épuration, d'écologie,...

Rep. S. JOURDAN. Agence de l'eau Artois Picardie : sur le volet de la restauration des milieux aquatiques, les travaux sont bien intégrés dans le cadre du SDAGE à travers les dispositions suivantes: mettre en œuvre les plans pluriannuels de gestion et d'entretien des cours d'eau, respecter l'hydromorphologie des cours d'eau. On utilise un terme très large sur la typologie de travaux, mais les travaux connexes sont bien pris en compte dans le SDAGE, à la fois dans ses dispositions et dans son programme de mesures.

P. PAVY. Conservatoire botanique national de Bailleul : précise qu'il existe encore de gros besoins en termes de connaissance et de formation, au-delà donc de l'aspect lié à la communication. Est-ce que des mesures importantes sont prises pour donner les moyens et continuer de développer cette connaissance dont on en a encore beaucoup besoin ? Est-ce

qu'il est prévu de mettre en place des formations à tous niveaux, pour tous les décideurs, élus, professionnels, citoyens, et dans tous les domaines socio-professionnels ?

Rep. I. DERVILLE. DREAL : la question ne date pas d'aujourd'hui puisqu'il y a déjà eu beaucoup de choses de faites dans ce domaine avec les acteurs de la connaissance. Les grands programmes FEDER continuent à accompagner ce genre d'actions. L'agence française de la biodiversité pourra aussi intervenir sur ces sujets, mais il est encore un peu tôt pour savoir sous quelle forme au niveau régional. Le CR TVB peut aussi faire des propositions en la matière. Il est intéressant aussi de capitaliser ce qui est déjà mené au niveau local, au travers d'échanges d'expériences d'éléments déjà acquis en termes de connaissance.

J-L. WATTEZ. Lestrem Nature : attire l'attention sur le fait qu'il existe de gros problèmes avec les espèces invasives, notamment avec le rat musqué. Le problème est important, avec dégradation forte de la qualité des berges et des cours d'eau. Il est donc demandé si la lutte contre le rat musqué peut être inscrite dans le SDAGE avec un programme de mesures parce que aujourd'hui, sur le terrain, les plans de financements montés sont bancals, avec des blocages. La situation s'empire, avec des conséquences sur la qualité des berges de cours d'eau, des conséquences pour les cultures et des conséquences sanitaires aussi. C'est un sujet important notamment dans les zones du bas pays de Béthune, dans l'Audomarois et il est souhaitable que ce soit pris en compte et clarifié parce que chacun se rejette la balle.

Rep. H. SOUAN. DREAL : Le problème des espèces exotiques envahissantes est un problème qui concerne également les milieux aquatiques avec des conséquences en termes de bonne santé des écosystèmes, en termes économiques, en termes de risques... Cela a bien été identifié dans le SDAGE puisqu'il y a une disposition spécifique sur la prévention et la lutte contre les espèces envahissantes. Cela participe très directement de l'atteinte du bon état écologique des milieux. C'est un problème très complexe et coûteux. Il a bien été inscrit dans le SDAGE. Il est nécessaire de bien identifier les actions menées, celles qui fonctionnent, celles qui ne fonctionnent pas et bien cibler la manière de les financer.

L. BARBIER. Conservatoire des Espaces Naturels Nord – Pas de Calais : Les espèces exotiques envahissantes sont un vrai sujet. Aujourd'hui, des structures telles que le Gedon et la Fredon peuvent intervenir, mais le coût pour la lutte contre ces espèces est essentiellement porté par les collectivités locales. On sait également qu'avec le changement climatique, on a assisté dernièrement à deux années sans hiver, ce qui a entraîné une explosion des populations de rats musqués. L'agence de l'eau aide les structures gestionnaires locales à s'organiser avec une aide de fond qu'on ne devine pas forcément mais qui est présente, mais pour aider aux actions directes, si demain on ne met pas des moyens conséquents, on peut aller à la catastrophe. On a des dégâts sur les infrastructures, les cultures, mais aussi sur les espèces protégées telles que la Bouvière dont se nourrit le rat musqué.

B. COLLIN. Syndicat départemental de la propriété privée du Nord. Lieutenant de l'ouvèterie : précise que le décret du 23 mars 2012 relatif aux espèces d'animaux classés nuisibles a bien cerné le problème des nuisibles. Un certain nombre d'espèces ont été reprises en catégorie 1 : Chien viverrin, raton laveur, vison d'Amérique, ragondin, rat musqué et Bernache du Canada. Aujourd'hui, tout l'arsenal est présent pour contrôler ces espèces-là. Il est possible de mobiliser le Gedon, la Fredon, les piégeurs, les chasseurs et d'autres structures si le préfet le décide.

L. BARBIER. Conservatoire des Espaces Naturels Nord – Pas de Calais : pour le premier semestre 2015, 3500 rats musqués ont été capturés sur la région du marais l'Audomarois et 15 000 captures sur la région d'Audruicq pour donner une idée de l'ampleur du problème.

X. CHELKOWSKI. Agence d'Urbanisme Flandre Dunkerque : par rapport aux zones humides, est-ce que le principe de compensation s'applique juste au niveau des secteurs à restaurer et à préserver au niveau du SAGE ou est-ce que c'est sur les zones à dominante humide.

Rep. O. PREVOST. DREAL : la disposition s'applique sur l'ensemble des zones humides. On est sur des dispositions qui seront utilisées dans le cadre de dossiers soumis à autorisation au titre de la loi sur l'eau. L'idée c'est d'appliquer « éviter », puis « réduire et compenser ».

– Mise en place de trois ateliers

Présentation du mode de fonctionnement en ateliers par John Bruneval (Chef de la Division Natures et Paysages. Service Milieux et Ressources naturelles, DREAL)

1. Atelier de rédaction du « mode d'emploi » et du recueil de bonnes pratiques pour la mise en œuvre du SRCE-TVB,

Rapporteur : David Moulin (Directeur adjoint. ENRx)

Animateur : Isabelle Derville (Directrice adjointe de la DREAL)

Secrétaire pour la prise de note : Fabien Brimont (Chargé de mission. ENRx)

2. Atelier sur l'identification des actions prioritaires envisagées à court et moyen terme pour mettre en œuvre le SRCE-TVB,

Rapporteur : John Bruneval (DREAL)

Animateur : Luc Barbier (Président du Conservatoire d'Espaces naturels)

Secrétaire pour la prise de note : Stéphanie Meerpoël (DREAL)

3. Atelier sur les sujets ou thèmes que le CR-TVB souhaiterait aborder.

Rapporteur : Bruno Roussel (Vice-Président. Chambre régionale d'agriculture)
Animateur : Cyrille Pradal (Conseil régional. Directeur de l'Environnement)
Secrétaire pour la prise de note : Muriel Mastrilli (Conseil régional)

– Déjeuner

– Restitution des trois ateliers

1. Atelier de rédaction du « mode d'emploi » et du recueil de bonnes pratiques pour la mise en œuvre du SRCE-TVB,

Rapporteur : David Moulin (Directeur adjoint. ENRx)
Animateur : Isabelle Derville (Directrice adjointe de la DREAL)
Secrétaire pour la prise de note : Fabien Brimont (Chargé de mission. ENRx)

-
-
-
-

-

Une douzaine de participants représentant une grande diversité d'acteurs (services de l'Etat, Conseil départemental du Pas-de-Calais, établissements publics (ONF, ONCFS, CRPF), Chambres consulaires (CRA), association environnementale (GON et URCPIE), syndicat agricole, organismes d'ingénierie (Agence d'urbanisme, ENRx).

Les échanges ont porté sur une problématique centrale « la communication relative à la mise en œuvre du SRCE-TVB et la nécessaire adaptation des messages en fonction des publics ».

Ce qui fait consensus : la nécessité et le besoin d'avoir et de diffuser des documents pour faciliter la mise en œuvre du SRCE, avec pour chaque public cible un vocabulaire adapté.

Pour le tout public : le document de 4 pages (cf. dossier du participant) ;

Pour les élus : le mode d'emploi ;

Pour les techniciens, agents des collectivités et bureaux d'étude : le cahier des charges.

Pour le tout public

L'information portée à la connaissance du public, dans le « 4 pages » sur le SRCE doit donner du sens à ce schéma et à sa mise en œuvre. Cette information implique d'aller au-delà des mentions issues du cadre légal sur sa portée et les obligations relatives à sa mise en œuvre.

Une information complémentaire est à faire sur le « Pourquoi un SRCE-TVB Nord - Pas de Calais » avec quelques informations clés sur la perte de biodiversité régionale, les effets néfastes de l'artificialisation, l'importance des continuités écologiques pour la faune et le maintien des populations d'espèces. Le numéro spécial de la revue Terre Sauvage 'Baromètre de la nature' est cité en exemple.

Pour les élus

Comprendre le SRCE : pour mémoire, l'antériorité du schéma régional TVB approuvé par la Région en 2007 et décliné par de nombreux territoires est un avantage mais aussi une difficulté, notamment de compréhension auprès des élus, sur l'obligation de prendre en considération la portée réglementaire du SRCE-TVB que le précédent schéma n'avait pas. Ce changement requiert de faire preuve de pédagogie pour notamment faire comprendre l'obligation de prise en compte dans les documents d'urbanisme.

Suggestions faites : sur la forme, dans le document mode d'emploi, préférer l'interpellation directe sous la forme de questions qu'un élu peut se poser sur le SRCE et de réponses très pratiques, opérationnelles plutôt qu'un exposé réglementaire.

Ex : Si je suis maire d'une commune comment / Quelles sont mes obligations ?/ Quels sont les organismes ressources qui peuvent m'informer et/ou m'accompagner dans mes démarches ?

Sur le fond, il est important d'apporter aux élus des informations sur les modalités, les méthodes ainsi que sur les leviers opérationnels. Il est également indispensable de lui rappeler ce que les bureaux d'étude doivent prendre en compte et réaliser dans le cadre de leur mission lors de l'élaboration ou de la révision des PLU et SCOT.

La complémentarité des approches réglementaire et opérationnelle :

La mise en œuvre du SRCE, outre sa traduction dans les documents d'urbanisme, repose sur plusieurs leviers opérationnels complémentaires qui intéressent au premier plan les élus : l'ingénierie d'accompagnement, de montage de projet et de mise en œuvre, des

repères méthodologiques, des retours d'expériences régionales et nationales, des aides financières spécifiques.

La nécessité d'une boîte à outils :

Le mode d'emploi est un document d'information de base, il doit permettre à l'élu d'identifier les ressources dont il va avoir besoin pour aller plus loin, selon les enjeux locaux, les problématiques spécifiques à son territoire, l'état de la connaissance acquise ou encore pour passer à une phase opérationnelle.

Cette boîte à outils pourrait ainsi lister :

- les ressources documentaires existantes et disponibles (de nombreuses références méthodologiques, techniques, d'actions ont été publiées par divers acteurs en région) ;
- les ressources en conseil et organismes techniques (leurs missions et domaines d'intervention) : services environnement de la DREAL, de la Région, des Départements, agences d'urbanisme, PNRx, Observatoire régionale de la biodiversité...

Par manque de temps, l'animatrice et les participants n'ont pas pu aborder le point relatif au recueil des bonnes pratiques.

2- Atelier sur l'identification des actions prioritaires envisagées à court et moyen terme pour mettre en œuvre le SRCE-TVb,

Rapporteur : John Bruneval (DREAL)

Animateur : Luc Barbier (Président du Conservatoire d'Espaces naturels)

Secrétaire pour la prise de note : Stéphanie Meerpoel (DREAL)

4 grands thèmes ont été identifiés au sein de l'atelier, autour des aspects liés à :

- Connaissance / constats / diagnostics,
- Accompagnement / animation / sensibilisation,
- Actions / remise en état,
- Gouvernance et partage.

Connaissance / constats / diagnostics : des travaux à mener concernent :

- les corridors écologiques. En effet, les réservoirs de biodiversité sont bien connus, mais pas les corridors.
- La fonctionnalité effective et la hiérarchisation des continuités écologiques. Ce travail a été fait par les collègues de Picardie. Il apparaît nécessaire de le faire également en Nord – Pas de Calais pour être pertinent dans les actions de terrain à mener.
- L'observation, les constats, les alertes qui permettent de réagir vite. L'évolution de la réglementation a parfois des effets négatifs sur la biodiversité (par exemple le bocage de l'Avesnois). Or nous ne sommes pas organisés pour réduire l'impact négatif de ces effets sur le terrain.
- l'apport du patrimoine géologique comme support possible des continuités écologiques,
- Le génie écologique : besoin de savoir ce qui marche de ce qui ne marche pas.

Accompagnement / animation / sensibilisation :

Cet accompagnement est nécessaire pour permettre l'appropriation du sujet par les acteurs. Il est important de motiver, de consacrer du temps et d'aller sur le terrain. Un gros travail d'animation est à mener pour montrer l'intérêt (le pourquoi) et la méthode (le comment) d'une trame verte et bleue. Il convient de passer du temps à démontrer et à convaincre. Il est intéressant de se constituer une petite collection de sites vitrines (y compris des continuités fonctionnelles) qui pourraient servir de base à la communication : « voilà tout ce qu'on a pu faire ». Il est nécessaire d'expliquer concrètement comment passer de l'ambition d'un schéma régional à des actions de terrain.

Actions / remise en état :

- Faire des actions, c'est bien, mais il convient de s'assurer qu'elles seront durables et pérennes. (cf. exemple de l'amélioration de la qualité de l'eau, c'est une action qui fait « boule de neige » puisqu'en améliorant cette qualité, on améliore par la suite la qualité des écosystèmes).
- Faire le point sur l'ensemble de la boîte à outils pour ceux qui veulent agir, même si certains outils ne relèvent pas directement de la Trame verte et bleue (par exemple la gestion du risque inondation).
- Faire le point sur l'identification des freins à la mise en œuvre d'actions : voir pour lever certains freins (financiers, critères techniques ou administratifs),
- Certaines trames doivent faire l'objet de plans d'action spécifiques ;
- Les réservoirs de biodiversité, les corridors et la biodiversité ordinaire sont souvent en milieu agricole. Le rôle que peut jouer l'agriculture, au-delà des obligations de la politique agricole commune, est un chantier à lancer sur le terrain.
- pour améliorer la fonctionnalité écologique, il convient de s'appuyer également sur les interstices : cf. la désartificialisation en ville, gestion temporaire de friches, traitement d'ourlets urbains, reconquête des voies d'eau en deserrance.
- Travailler également sur les contraintes et prévenir les contraintes existantes (cf. espèces exotiques envahissantes, popularité trop importante des espaces naturels qui subissent une surfréquentation,...),
- Préciser qu'il existe beaucoup de contraintes, mais l'autre facette de ces contraintes permettent de rebondir sur autre chose et donc de valoriser les actions. Par exemple la surfréquentation est une opportunité pour communiquer.

Gouvernance / partage :

Il est nécessaire de valoriser les résultats, mais aujourd'hui, il manque une vision d'ensemble de ce qui se fait.

Le travail d'analyse des échecs n'a pas été mené.

Au niveau de la gouvernance locale, il convient de co-construire les schémas locaux.

Les projets de terrain sont parfois à l'initiative de quelques-uns et ils méritent de concerter d'autres personnes pour leur faire part de leur expérience.

3- Atelier sur les sujets ou thèmes que le CR-TVB souhaiterait aborder.

Rapporteur : Bruno Roussel (Vice-Président. Chambre régionale d'agriculture)

Animateur : Cyrille Pradal (Conseil régional. Directeur de l'Environnement)

Secrétaire pour la prise de note : Muriel Mastrilli (Conseil régional)

7 thèmes retenus dans l'atelier :

- Ne pas négliger les aspects recherche. Il existe un Groupement d'Intérêt Scientifique Biodiversité. 35 projets de recherche ont été suivis en 2014.
- Il est proposé de « sortir » le CR-TVB du Nord – Pas de Calais : mener des travaux avec les collègues belges et Picard.
- La clef d'entrée sur les sujets biodiversité au niveau local peut être variée en fonction des caractéristiques des territoires (cf. gestion des eaux pluviales, peut permettre par effet boule de neige d'avoir des effets positifs sur la biodiversité). Repartir de l'état existant, du local pour proposer des actions.
- Besoin d'élargir le champ lié à la biodiversité : aujourd'hui, on parle beaucoup des espèces rares, mais besoin aussi de parler des espèces ordinaires et d'aborder la problématique de gestion des espèces exotiques envahissantes.
- Besoin de toucher également les publics suivants : grand publics, et élus locaux (Communautés de communes, communes,...), élus directement impliqués dans la l'élaboration des documents d'urbanisme.
- Les gens en charge des dossiers sont souvent des petits maîtres d'ouvrage, en zones rurales. Il est difficile pour ces structures d'accéder à certaines aides, tels par exemple les fonds européens.
- Un lien est à établir avec le GEMAPI. La Trame verte et bleue est essentiellement bleue en région. Il est essentiel de faire le lien avec les gens en charge de l'entretien des rivières.

– Conclusion sur la restitution des ateliers

M. CAU, VP Région

Le grand public est difficile à associer. Les milieux naturels sont peu nombreux en région, et les habitants ont été coupés de la nature.

Cependant il existe des outils tels que l'observatoire régional de la biodiversité qui organise des manifestations et le public se déplace et participe.

De plus, le Conseil régional au travers de sa stratégie régionale d'écocitoyenneté associe également le grand public aux actions liées à la biodiversité.

Pour le volet formation, elle doit passer par un travail de terrain. (cf. programme de recherche Agricobio).

Il a été mentionné un besoin d'ingénierie sur les petits territoires, mais il convient également d'attirer l'attention sur le fait que sans volonté politique, il n'y aura pas d'ingénierie.

La demande d'aller sur le terrain pour informer sur le SRCE-TVB a été entendue et paraît nécessaire. Cependant, dans un contexte de fusion des régions, on ne sait pas encore comment il sera possible de procéder dans le futur, au regard de ce qui a déjà été fait.

Sur le plan recherche, il existe un Groupement d'intérêt scientifique (GIS) biodiversité, qui travaille en partenariat avec la Fondation recherche biodiversité (FRB).

En région, a aussi été créé un GIEC régional, qui permet de faire le lien entre biodiversité, agriculture et forêt.

Mme DERVILLE, Directrice adjointe. DREAL.

Ce qui ressort de ces ateliers est que le CR TVB se tourne aujourd'hui sur la mise en œuvre et les partenaires à associer à la démarche. Il existe un souhait fort d'explicitier les choses, de montrer les réalisations, d'accompagner...

M ROUSSEL, Vice-Président. Chambre régionale d'agriculture.

Personne n'a abordé la question de l'agence régionale de biodiversité. Les travaux sur le SRCE-TVB ont débuté difficilement sur le plan partenarial. Aujourd'hui les choses se passent mieux, et quand on se déplace sur le terrain, les choses se passent encore mieux. Attention à veiller à ne pas refaire les mêmes erreurs lors de la création de l'agence régionale de biodiversité.

– Présentation des dispositifs financiers (FEDER, FEADER)

Compte tenu du fait que le dispositif FEADER n'est pas encore validé, seul le dispositif FEDER a été présenté.

Présentation du diaporama par Pierrick Allosery (Chef du service Eco-territoire. Direction Environnement. Conseil régional)

– Conclusion

E. CAU. VP Conseil régional

E Cau remarque que certains CR TVB étaient plus longs et plus agités. Celui d'aujourd'hui était serein et calme. La Région et l'Etat restent disponibles pour toute question ou remarque liée à la journée.

Remerciements sont faits à l'ensemble des participants.

I. DERVILLE. Directrice adjointe. DREAL

L'importance de travailler en réseau a été mis en avant lors de cette journée. Il convient donc de continuer à travailler en réseau. Remerciements sont faits à l'ensemble des participants.

**Liste des présents au Comité Régional Trame Verte et Bleue
Nord-Pas-de-Calais
du 4 juin 2015**

PRESIDENT

Vice-Président du conseil régional : CAU Emmanuel
Préfecture du Nord-Pas de Calais : DAVID Patrick

Collège des élus

Espaces Naturels Régionaux (ENRx) : MOULIN David, BRIMON Fabien
PNR Avesnois : BRUNELLE Yvon
PNR Caps et Marais d'Opale : DELELIS-ANDRADE Caroline
PNR Scarpe Escaut : DUHAYON Gérard
Conseil Général du Nord : HOSSEPIED Pascal, LEFEBVRE Fabrice
Région NPDC : LAFOLIE Bertrand, MASTRILLI Muriel, PRADAL Cyrille, VEYRIERES Marion
Commission Locale de l'eau du SAGE de l'Authie : REGNIEZ Lucile

Collège Etat

DREAL : DERVILLE Isabelle, SOUAN Hélène, BRUNEVAL John, MEERPOEL Stéphanie,
Agence de l'Eau Artois-Picardie : JOURDAN Stéphane
Office national des forêts (ONF) : TOFFOLO Karine
SGAR : VALENTON Hugues

Collège Socio-professionnels

SAFER FLANDRES-ARTOIS : BOULANGER Damien, CARLIER Damien
FDSEA59 : BOUTRY Marianne
Syndicat départemental de la propriété privée rurale du Nord : COLLIN Bernard
Comité Régional du Tourisme du Nord Pas-de-Calais : DUFLOT Rémi
Chambre d'Agriculture de la Région Nord-Pas de Calais : ROUSSEL Bruno, DURLIN Christian,
GRASSIEN Sophie
Syndicat départemental de la propriété privée rurale 62 : LEBRUN Albert
UNICEM NPDC : LECLERCQ Philippe
CRPF NPDC-PICARDIE : PILLON Sylvain
AULAB : VAN ACKER Pascal
FRSEA : VERHAEGHE Laurent

Collège Association

CEN NPDC : BARBIER Luc
CPIE La Chaîne des Terrils : BEAUCHAMP Mélanie, DESREMAUX Stéphane
Coordination Mammalogique du Nord de la France : COHEZ Vincent
Conservatoire Botanique National de Bailleul : CORNIER Thierry
Fédération Nord Nature : ISTAS Jacqueline
AAPPMA 59 : PETIT Emmanuel
Conservatoire Faunistique Régional : PISCHIUTTA Rudy
Lestrem Nature : WATTEZ Jean-Louis